

Depuis l'intervention étrangère jusqu'à nos jours.

A part les guerres de religion horribles de fanatisme qui, si souvent, dans le cours de l'histoire, ont ensanglanté le monde, il n'y a rien qui engendre autant de haines et entretienne autant d'exaspération dans les cœurs, que les luttes civiles. Pour des causes qui tiennent à leur essence même et dans l'examen desquelles nous ne pouvons entrer ici, ces luttes ont toujours été sans trêve et sans merci. Des haines inextinguibles et des rancunes chaque jour plus profondes leur fournissent un aliment perpétuel qui fait, qu'aux brutales agressions du vainqueur d'un jour, celui du lendemain répond par d'épouvantables représailles. L'amour de la patrie, l'amour de la famille disparaissent alors comme si ces sentiments nés de la tranquillité et de la paix fuyaient épouvantés devant les scènes d'horreur et de désolation que présente alors le sol ensanglanté de la patrie. Le frère lutte contre le frère, dans une même bataille on voit le père combattre contre le fils, et quand celui qui, poursuivant son œuvre de haine et de destruction, ne trouve pas dans son propre pays, là où reposent les cendres de ses aïeux, les ressources qui lui

sont nécessaires, c'est à l'étranger, chez les plus grands ennemis de sa race, qu'il va chercher l'appui et la force dont il a besoin pour l'accomplissement de ses funestes desseins. Or, comme les haines se transmettent avec le sang, ces luttes fratricides, quelquefois assoupies, mais jamais éteintes, se poursuivent à travers les générations, minant constamment l'édifice social comme ces plaies intérieures qui rongent les organes des individus, et reparaissent plus virulentes que jamais au moment même où on les croyait à tout jamais cicatrisées.

Ce phénomène, mille fois répété aussi bien sur le nouveau que sur l'ancien continent, devait se renouveler une fois de plus dans les luttes intestines de l'ancien empire mexicain. Les défenseurs des idées réactionnaires, vaincus moins par la force des armes que par l'irrésistible courant libéral, que depuis longtemps déjà symbolisaient Benito Juarez — cette grande et patriotique figure — et ses compagnons de lutte, ne rencontrant pas dans le pays même les ressources matérielles et la force morale indispensables au triomphe de leur cause ; les défenseurs des idées réactionnaires, disons-nous, se tournèrent vers la vieille Europe, à laquelle ils demandèrent ces ressources et cette force.

A cette époque, on s'intéressait beaucoup en Europe aux affaires américaines ; on s'inquiétait principalement de la situation créée aux jeunes républiques, par leurs révolutions continuelles, et le sort qui pouvait leur être réservé dans l'avenir, par suite du développement formidable de la puissance politique et économique de leur grande aînée : la République des États-Unis. Des écrivains distingués et des publicistes de talent se firent les interprètes du sentiment particulier de certains

cercles politiques ; on alla même jusqu'à discuter la convenance d'une intervention armée dans les affaires intérieures de ces jeunes républiques. Cette intervention, on la considérait non seulement comme juste, mais encore comme absolument indispensable pour arracher ces malheureux pays à l'anarchie et à la guerre, jusqu'alors uniques lois de leurs orageuses existences, et, en même temps, pour établir et consolider en elles des institutions solides et des gouvernements forts qui pussent, dans l'avenir, les préserver de l'action de plus en plus absorbante des États-Unis.

Ce que les partisans de l'intervention demandaient par leur plume éloquente, c'était affermir la race latine sur la terre américaine, en élevant une barrière infranchissable entre celle-ci et les empiètements quotidiens des Anglo-Saxons ; en un mot, contre-balancer, tant pour la jeune Amérique que pour la vieille Europe, l'influence menaçante du peuple *Yankee*.

Comme il est facile de le comprendre, il n'existait aucune communauté de sentiments entre les aspirations platoniques de certains écrivains européens et les tendances politiques des réactionnaires vaincus de la République du Mexique. Cependant, ces derniers n'hésitèrent pas à pactiser avec les partisans d'une intervention pacifique ou armée, à laquelle ils demandèrent l'appui que leur refusaient leurs compatriotes.

Quoique dans la seconde moitié de ce siècle, le droit des gens eût fait quelque progrès, il subsistait néanmoins, comme il subsistera bien longtemps encore si nous nous en rapportons aux apparences extérieures, malgré les guerres de conquête et la politique des faits accomplis, résultant du droit inéluctable du plus fort.

Seule la forme s'est adoucie ; la spoliation et l'usurpation se masquent hypocritement sous des noms moins caractéristiques sans doute, mais le fond est resté le même. Pour légitimer une intervention, surtout armée, comme celle que les ennemis du gouvernement de Juarez acceptaient et sollicitaient même, il était nécessaire de chercher une cause ou tout au moins un prétexte. Ce dernier fut facile à trouver par ceux qui, depuis longtemps, attendaient une occasion favorable d'intervenir dans les affaires d'un pays aussi profondément troublé que l'était alors le Mexique. D'ailleurs, l'occasion se présenta d'elle-même. Le 17 juillet 1861, le Congrès de la République promulga un décret aux termes duquel le paiement des intérêts de la dette étrangère était suspendu pour une période de deux années. Cette mesure affectait directement l'Espagne, la France et l'Angleterre, nations avec lesquelles le Mexique avait signé des accords particuliers pour le paiement d'indemnités relativement exagérées. Cette suspension motiva l'intervention armée que les ennemis de Juarez avaient tant sollicitée.

Il n'entre pas dans nos intentions de discuter, quant à présent du moins, le décret du 17 juillet 1861, ni d'essayer d'en présenter la justification en faisant ressortir ce qu'il avait pu avoir à cette époque d'équitable et d'opportun. Mais il faut tenir compte de ceci : que dans la vie des nations, comme dans celle des individus, il y a des circonstances indépendantes de la volonté même la plus puissante, et auxquelles il faut fatalement se soumettre, quelles que puissent être les conséquences de cet assujétissement involontaire et les regrets qu'elles entraîneraient.

Dans les rapports entre créanciers et débiteurs, il est rare que les procédés basés sur la force soient les plus efficaces, il peut arriver que la meilleure foi du monde, et les plus fermes intentions d'un débiteur honnête restent sans effet devant l'impossibilité absolue où il se trouve, de satisfaire aux engagements qu'il a souscrits. C'est ce qui est arrivé pour le Mexique. Le Trésor public était, depuis longtemps, épuisé par les énormes dépenses occasionnées par les guerres civiles, le commerce était ruiné, l'agriculture délaissée, les industries paralysées ; en d'aussi funestes circonstances, la République mexicaine se vit dans la dure nécessité de suspendre ses paiements. Lorsqu'un tel fait se produit, la diplomatie entre en scène et c'est à elle qu'incombe, en général, le devoir de présenter les réclamations des intéressés, et, en cas de non-satisfaction, de demander des garanties assurant dans l'avenir le paiement des intérêts restés en souffrance, et à moins d'un cas d'une gravité absolument justifiée par l'attitude provocante du gouvernement débiteur, il est rare qu'on fasse appel à la force des armes.

Mais dans cette question de la suspension du paiement des intérêts dus par le gouvernement mexicain, il ne s'agissait pas d'une question de droit ; ce qu'on cherchait, c'était un prétexte ; on prit le premier qui se présenta. Pourtant il ne faudrait pas croire que le décret du Congrès concernant la suspension du paiement des indemnités fût un acte malheureux, qui, par lui-même, dût entraîner le pays dans de graves conflits avec les puissances créancières ; la mesure que venait de prendre la haute assemblée ne justifiait aucunement une intervention armée, non pas qu'elle eût pu être acceptée sans réclamations par les nations intéressées, mais enfin elle

n'avait aucun caractère provocateur. Peu importe, si le prétexte d'intervention n'avait pas été fourni par une mesure financière, on en aurait provoqué un autre sur un terrain quelconque. L'intervention avait été décidée *in petto*, elle ne pouvait pas être évitée.

L'Espagne, la France et l'Angleterre signèrent donc un accord en vue d'une action en commun dans les affaires mexicaines, à seule fin de réclamer le paiement immédiat des intérêts échus. Et c'est dans cette intervention étrangère, que les adversaires du gouvernement de Juarez virent la possibilité d'un triomphe prochain.

Les trois nations alliées firent rapidement leurs préparatifs, complétèrent leurs armements, et procédèrent à l'embarquement du corps expéditionnaire. Celui-ci fit voile pour la Vera-Cruz, où débarquèrent successivement les effectifs des trois nations coalisées: d'abord les troupes espagnoles, sous le commandement de Prim, généralissime de l'expédition, puis les forces françaises et anglaises.

Il est bien certain que le général Prim n'apportait que des instructions très succinctes au sujet de l'expédition qu'il commandait. Il n'en aurait pu être autrement dans une expédition composée d'éléments aussi hétérogènes, comme celle qui venait de débarquer à la Vera-Cruz; aussi n'attachons-nous qu'un intérêt des plus minimes à la connaissance des conditions auxquelles étaient limitées les instructions du général Prim et des clauses de l'accord survenu entre les trois puissances alliées; d'abord, parce que cette étude ne convient nullement à l'esprit de cet ouvrage, et puis, parce que nous penchons à croire, comme nous venons de le dire, que les instruc-

tions du général en chef devaient être bien succinctes ou, tout au moins, soumises à certaines restrictions, à en juger par l'entente éphémère qui régna entre les trois armées.

Le but apparent de l'expédition était, en effet, nous l'avons dit déjà, de réclamer le paiement des intérêts échus et des indemnités reconnues; mais, en dehors de ce but avoué, les généraux de Napoléon III étaient chargés d'une autre mission que nous qualifierons de secrète et qui était, pour l'Empereur des Français ainsi que pour les ennemis de Juarez, de la plus haute importance. Elle consistait à provoquer un changement radical dans le gouvernement et dans les institutions du Mexique, en y fondant un empire semblable à celui qu'avait fondé en France — nous savons tous par quels moyens — l'homme néfaste du coup d'Etat du 2 décembre.

Cependant, si secrètes que fussent tenues les négociations engagées entre le gouvernement français et les mécontents mexicains, il avait dû, sans doute, en transpirer quelque chose, car, lorsque les troupes européennes débarquèrent à la Vera-Cruz, les projets de Napoléon étaient déjà connus. Aussi les gouvernements anglais et espagnol qui ne voulurent point, dans cette occasion, être les aveugles instruments de la politique plus ou moins intéressée de l'Empereur des Français, donnèrent-ils l'ordre à leurs troupes de se rembarquer. Prim reprit donc la route de l'Europe avec les escadres anglaises et espagnoles, laissant les Français seuls sur le territoire mexicain¹.

Les négociations engagées en vue de la paix furent aussitôt rompues (février 1862) entre le gouvernement français et le gouvernement de Juarez. Robles paya de sa

¹ Voir à l'Appendice la lettre du général Prim.

vie sa trahison envers son pays, il fut condamné par Juarez à être passé par les armes.

C'est au mois d'avril de l'année 1862 que commença la campagne de l'indépendance, laquelle, après mille vicissitudes et de nombreuses alternatives de succès et de désastres, se termina, comme nous le verrons dans la suite, par l'exécution de Maximilien d'Autriche et par l'établissement définitif des institutions républicaines et des principes fédéralistes dans ce pays, si profondément et si constamment agité depuis les premières années de ce siècle.

Ce serait avec le plus grand et le plus patriotique plaisir que nous nous étendrions, si le caractère de ce livre nous le permettait, sur les descriptions, même sur celles qui peuvent paraître les plus insignifiantes de cette grandiose lutte soutenue par un peuple désorganisé et déjà sur le bord de l'abîme, contre les armées disciplinées de Napoléon III, quand ce dernier se trouvait être à l'apogée de sa puissance et qu'il pouvait être considéré comme l'arbitre des destinées de l'Europe. Mais nous ne pouvons, ni ne devons le faire; nous nous contenterons seulement d'exposer ce qu'il est indispensable de faire connaître, pour accomplir la tâche que nous nous sommes imposée.

Les Anglais et les Espagnols partis, le corps expéditionnaire qui avait été formé en vertu du traité de Londres, resta réduit aux seules troupes françaises. Celles-ci entrèrent immédiatement en campagne. Le sort des armes favorisa les troupes mexicaines lors de la première rencontre; l'armée française subit une déroute complète devant Puebla (3 mai 1862). Cette victoire, remportée par le général Zaragoza avec une armée im-

provisée et composée d'irréguliers n'ayant aucune espèce d'organisation et ne possédant qu'un armement des plus défectueux, constitue une des pages les plus glorieuses de l'histoire mexicaine. L'armée française, à la suite de cette inattendue et presque inexplicable déroute, dut se replier sur Orizaba, où elle se maintint prudemment sur la défensive, attendant avec impatience les renforts annoncés par le gouvernement français.

Cette retraite ne laissa pas que de présenter de sérieuses difficultés, et le corps expéditionnaire eut à souffrir toutes sortes de privations jusqu'à l'arrivée des renforts promis.

L'arrivée de ces derniers changea complètement la face des choses. Le nouveau corps d'armée, commandé par le général Foy, arriva pourvu d'éléments formidables. Le sort de la campagne, pour le moins dans les commencements, ne pouvait être douteux.

D'un côté se trouvaient tous les perfectionnements apportés dans l'art de la guerre, la science stratégique et des officiers expérimentés; de l'autre, le courage aveugle de ceux qui, malgré tout, veulent conserver leur indépendance, uni à l'inexpérience des chefs qui, pour la première fois, doivent commander et mettre en mouvement des forces considérables. A peine les renforts envoyés de France eurent-ils touché terre que, sans prendre le plus élémentaire repos, ils se mirent en route vers Puebla dont le siège fut activement poussé. Cette cité résista héroïquement et ne tomba au pouvoir des ennemis que lorsque les munitions firent absolument défaut.

Dans ces conditions, la ville complètement ouverte par suite du terrible bombardement qu'elle venait de

subir, ne pouvait prolonger plus longtemps sa résistance, malgré l'héroïsme de ses défenseurs à la tête desquels était le général González Ortega. Néanmoins, ces derniers ne voulurent signer aucune espèce de capitulation ; ils préférèrent, après avoir détruit leurs armes et encloué leurs canons, s'en remettre au sort que voulait leur réserver le vainqueur.

La prise de Puebla, ce glorieux désastre qui évoque dans l'imagination les mémorables sièges de Saragosse et de Gerona, eut pour résultat l'évacuation immédiate de Mexico par Juárez et son gouvernement, lesquels se retirèrent à San-Luis de Potosi après avoir tenté, mais en vain, de se maintenir à Cuernavaca. Mais, bientôt, Juárez dut abandonner San-Luis de Potosi où il avait réorganisé son gouvernement, appelant à la présidence du conseil le général Doblado, et alla s'établir à Zacatecas.

Ces deux retraites précipitées furent, pour les partisans du gouvernement de la république, le commencement d'une série non interrompue de désastres. Juárez n'avait à y opposer que son inébranlable confiance et sa foi indomptable, et, en ces tristes circonstances, ce furent ses seuls soutiens, le secret de son héroïque persévérance. Il divisa sa vaillante armée en plusieurs fractions qui devaient combattre et harceler l'ennemi sans trêve ni merci. Ce système de *guerrillas* était le seul qui fût possible pour continuer la résistance contre une armée puissante pourvue d'engins destructeurs formidables.

Au milieu de ces événements malheureux, don Benito Juárez ne cessa un seul instant de donner les preuves les plus évidentes de la fermeté de son âme et de la grandeur de son patriotisme. Là, où les cœurs les plus

vaillants eussent faibli, ou tout au moins éprouvé une défaillance passagère, Juárez ne trouva, au contraire, qu'une occasion de plus de témoigner de son ardent désir de continuer cette lutte inégale avec un enthousiasme chaque jour grandissant.

Tout revers de fortune, tout nouvel échec paraissait encore augmenter dans le cœur de cet excellent patriote l'espérance du prochain triomphe. Il confia le soin de la défense matérielle aux généraux Alvarez, González Ortega, Negrete, Porfirio Diaz, Escobedo et Corona. Il accorda à chacun d'eux les attributions les plus étendues et les pouvoirs absolument discrétionnaires, — ce qu'exigeaient la gravité des circonstances, et surtout la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité matérielle, qu'aurait eue l'armée républicaine de pouvoir s'assurer des communications, si elle était restée massée.

C'est seulement de cette façon — en adoptant le système des *guerrillas* — que la lutte put être continuée, non seulement contre l'invasion étrangère, mais encore contre les forces indigènes organisées et soutenues par ceux-là mêmes qui favorisaient, pour les raisons que nous avons déjà exposées, les aspirations et les désirs ambitieux de Napoléon III.

Comme dans toutes les campagnes où l'ennemi du dehors est appuyé par les ennemis du dedans, ces derniers sont toujours les plus terribles et les plus acharnés. Les plus terribles, parce que, à tous les avantages de l'armée étrangère, ils joignent une connaissance parfaite du terrain de la lutte ; les plus acharnés, parce que de leur réussite ou de leur défaite dépend leur triomphe définitif ou leur ruine complète.

Depuis le moment fatal où les adversaires de Juárez